

CNRS-Délégation régionale d'Ile-de-France Villejuif

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

**Prestations de Formations linguistiques en immersion
pour les agents CNRS des circonscriptions et délégations
régionales d'Ile-de-France et Caen**

Lot n°1 : Anglais professionnel en immersion
Lot n°2 : Français Langue Etrangère en immersion

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP) commun aux deux lots**

Consultation n°










2025-24_IFSeM_CNRS

Sommaire

ARTICLE 1 - DEFINITIONS	5
ARTICLE 2 - IDENTIFICATION	6
ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	7
6.1 Cadre général	7
6.2 Reconduction de l'accord-cadre	7
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION	7
ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 9 - PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE	8
ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
10.1 Représentation des parties	8
10.1.1 Représentation de l'acheteur	8
10.1.2 Représentation du titulaire	8
10.2 Conditions d'exécution	8
10.2.1 Pilotage	8
10.2.2 Remplacement des intervenants	10
10.2.3 Émission et exécution des bons de commande	10
10.2.4 Exigences relatives aux prestations	11
10.3 Annulation de session	11
10.3.1 Annulation d'une session	11
10.3.2 Condition d'annulation et de report en cas de force majeure ou de conditions exceptionnelles	11
10.4 Obligation du titulaire	12
10.4.1 Obligation de conseil	12
10.4.2 Obligation d'information	12
10.4.3 Mesures de sécurité	12
10.5 Responsabilité du titulaire	12
10.6 Considérations sociales	12
10.7 Considérations environnementales	14
10.8 Traitement de données à caractère personnel	15
10.9 Clause de réexamen	16
10.9.1 Évolution des prix en cas d'imprévision	16
10.10 Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre	16
10.10.1 Généralités	16
10.10.2 Modifications mineures	17
10.10.3 Modifications majeures	17
10.11 Vérification des prestations - Droit de propriété intellectuelle	17
10.11.1 Vérification et réception des prestations	17
10.11.2 Utilisation des résultats par le CNRS – choix de l'option du CCAG-PI	17
ARTICLE 11 - REGIME FINANCIER	18
11.1 Forme et contenu des prix	18
11.2 Prix-Révision des prix	19
11.3 Avances	20
11.4 Modalités financières	20
11.4.1 Intérêts moratoires	20
11.4.2 Modalités de facturation	21
11.1 Périodicité des paiements	22
11.2 Régime des paiements	22
ARTICLE 12 - PENALITES	22

12.1	Pénalités pour divulgation de données et informations couvertes par le secret des affaires	24
ARTICLE 13 -	DISPOSITIONS DIVERSES	24
13.1	Échanges dématérialisés	24
13.2	Langue.....	24
13.3	Sous-traitance	24
13.4	Assurances.....	25
13.5	Autres obligations administratives.....	25
13.6	Résiliation.....	26
13.7	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	26
13.8	Différends.....	26
13.9	Litiges et contentieux.....	26
ARTICLE 14 -	ANNEXES	27
ARTICLE 15 -	DEROGATIONS AU CCAG PI.....	27

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Prestations de Formations linguistiques en immersion pour les agents CNRS des circonscriptions et délégations régionales d'Ile-de-France
 Acheteur	Pôle Formation IFSem - Délégation Ile-de-France Villejuif
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum annuel, mono-attributaire
 Structure	Marché alloti (2 lots)
 Lieu d'exécution	Ile-de-France et CAEN
 Durée	12 mois renouvelable 3 fois maximum
 Pénalités	Voir article 12
 Variation des prix	Ferme la première année et révisables pour la 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et 4 ^{ème} année
 Nature des prix	Prix unitaires sur BPU

Article 1 - Définitions

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat est un accord-cadre passé en procédure adaptée, en application des articles L2123-1, R2123-1 et article R2131-14 du Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021.
Acheteur	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
Prescripteur	: Le prescripteur désigné dans le contrat est le Pôle formation de l'IFSeM. Il est le principal bénéficiaire du contrat exécuté.
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
Stagiaire	: Désigne la personne physique bénéficiaire d'une session de formation

Article 2 - Identification

Le présent accord-cadre est porté par la Délégation Régionale Ile-de-France Villejuif

Adresse : 7, rue Guy MOQUET

Code Postal : 94800

Ville : VILLEJUIF

Siret : 18008901303720

Téléphone : 0169824015

Il est représenté par le délégué régional ou son représentant.

Article 3 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de formation collective en anglais professionnel (Lot 1) et français langue étrangère (Lot 2) pour les besoins des agents CNRS des circonscriptions des délégations régionales d'Ile-de-France, et CAEN.

L'accord-cadre concerne la formation professionnelle des personnels techniques, administratifs, chercheurs et doctorants du Centre National de la Recherche Scientifique (agents titulaires et contractuels).

Code(s) CPV de la consultation :

- 79632000-3 Services de formation de personnel

Article 4 - Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Anglais professionnel en immersion
2	Français Langue Etrangère en immersion

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Article 5 - Forme et étendue de l'accord-cadre

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum annuel HT, en application des articles R2162-2 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Prestations	Montant maximum annuel (en € HT)
Lot 1 : Anglais professionnel en immersion	18 000,00

Lot 2 : Français Langue Etrangère en immersion	10 000,00
--	-----------

L'atteinte par le lot du montant maximum annuel avant le terme de la période contractuellement déterminée déclenchera la reconduction de celui-ci. La durée maximale de quatre ans ne pourra cependant pas être dépassée.

Article 6 - Durée de l'accord-cadre

6.1 Cadre général

L'accord-cadre, quel que soit le lot, prend effet à la date de notification au titulaire pour une durée ferme d'un (1) an.

6.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre pourra être reconduit pour une période de 12 mois, tacitement 3 fois.

Il pourra être reconduit au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum annuel sera atteint, au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de sa date de notification ou de reconduction.

La durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans.

En cas de non reconduction, l'acheteur notifie, via la plateforme PLACE, sa décision de ne pas reconduire le marché au titulaire, au moins un (1) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 7 - Lieu d'exécution

Les sessions de formation auront lieu dans les locaux du titulaire réservés par ses soins à Paris intra-muros ou petite couronne, et à Caen, dans les locaux du CNRS réservés par l'IFSeM.

Les formations pourront éventuellement avoir lieu à distance.

Article 8 - Documents contractuels

Les pièces constitutives pour chaque lot de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

L'acte d'engagement (ATTR11) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dûment complété et daté par le titulaire ;

L'annexe à l'acte d'engagement, le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) communs aux 2 lots et ses éventuelles annexes ;

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 2 lots ;

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 ;

Le cadre de réponse technique (CRT) propre à chaque lot, complété par le titulaire et remis dans son offre ainsi que ses éventuelles annexes ;

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du titulaire, contraire ou modifiant les dispositions des pièces de l'accord-cadre est réputée non écrite. Les conditions générales sont en particulier concernées par cette disposition.

Article 9 - Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, la notification de l'accord-cadre par le pôle achats de l'IFSeM de la Délégation Ile-de-France- Villejuif, comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

Le CCAG-PI est notamment consultable à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310613/>

La notification des bons de commandes pour chaque marché, par la délégation régionale du CNRS est délivrée par tout moyen permettant d'attester la date de réception.

Article 10 - Modalités d'exécution des prestations

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'acheteur

Le pôle formation est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Son représentant est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Pilotage

Un comité assure le suivi de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire participe à une ou plusieurs réunions organisée (s) par le pôle formation sur le ou les actions à réaliser.

•Réunion de démarrage :

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, ses règles internes, son activité et les documents disponibles (démarche qualité, guide de l'intervenant entre autres) relatives à la prestation. Le coordonnateur pédagogique désigné par le titulaire assiste à cette réunion et peut être accompagné par des formateurs appelés à intervenir.

L'objet de cette réunion est de :

- Présenter l'organisation du projet ;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- Rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- Préciser les modalités d'organisation et d'accompagnement pédagogiques et techniques des classes ;
- Rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- Agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes rendus, etc.) ;
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire ;
- Expliquer le système des pénalités décrit dans le présent document.

•Réunion de lancement :

Dès la notification de l'accord cadre une réunion de lancement est organisée entre le pôle formation de l'IFSeM, le pôle achat de l'IFSeM, représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) et le titulaire au cours de laquelle peuvent notamment être traités :

- les prestations à bons de commande et leur modalité d'exécution, la passation et le déploiement des actions de formations
- les étapes préalables au démarrage des prestations (présentation des interlocuteurs dédiés, etc....) ;
- les formats d'échanges entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ;
- Le pilotage de l'exécution du marché et les livrables attendus.

•Réunion de suivi annuel :

Annuellement, sur invitation du RPA, une réunion de suivi sera organisée avec le pôle formation de l'IFSeM, le pôle achat de l'IFSeM et le titulaire.

Cette réunion abordera, notamment, les points suivants :

- Validation de la conception de la formation ;
- Respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent document ;
- Mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives ;
- Points techniques ouverts ;
- Bilan des actions non closes ;
- Échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications ;
- Définition des tâches à venir et éventuelles actions correctrices à mener
- Suivi du plan de progrès

Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

10.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement immédiat des intervenants, sans délais.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

10.2.3 Émission et exécution des bons de commande

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa réception.

Quel que soit le lot, chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, doivent préciser notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service en charge du paiement
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la date de livraison prévisionnelle
- le délai d'exécution de la prestation
- la date de début d'exécution du bon de commande
- la date de fin d'exécution du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations
- les horaires d'ouverture des locaux à prendre en compte.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, les notifier à l'acheteur dans un délai de **48 h** à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée.

L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché subséquent ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG FCS.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **12 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.2.4 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Le titulaire doit les restituer dans l'état dans lequel il les a perçus.

En application de l'obligation d'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire s'engage à fournir les produits, objets de l'accord-cadre, dans le respect des proportions indiquées par l'acheteur dans le CCTP.

10.3 Annulation de session

10.3.1 Annulation d'une session

Si l'une des parties décide de l'annulation d'une session de formation, elle en informe l'autre partie par écrit dans les meilleurs délais, en indiquant les motifs de l'annulation. L'annulation donne lieu à des indemnités au bénéfice de la partie s'étant vue notifier l'annulation de la session, modulées selon les modalités suivantes :

Annulation émanant du titulaire : si la notification d'annulation intervient moins de 10 (dix) jours calendaires avant la date de début de la session, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 12 du présent CCAP.

Annulation émanant du CNRS : dans l'hypothèse d'une notification le jour même ou la veille au soir (à partir de 17h / dix-sept heures), le montant total de la session commandée est dû au titulaire.

10.3.2 Condition d'annulation et de report en cas de force majeure ou de conditions exceptionnelles

Si, pour des raisons exceptionnelles ou en cas de force majeure, une session de formation doit être annulée ou reportée par l'une des parties, l'autre partie doit en être avertie dans les meilleurs délais. Aucune indemnité de report ou d'annulation n'est alors due.

Outre les cas de force majeure, sont expressément (liste exhaustive) reconnus comme raisons exceptionnelles limitant la responsabilité des parties au présent marché, les grèves ou les conflits sociaux (dont les effets préjudiciables doivent être justifiés par la partie qui les invoque), l'interruption de l'approvisionnement en énergie, l'interruption des moyens de communication ou de transport, la restriction des déplacements ou la réduction du nombre de personnes par groupes en cas de crise sanitaire.

Les demandes d'annulation et de report de session doivent revêtir une forme écrite permettant de s'assurer de la date de réception de cette demande par le destinataire (courrier avec accusé de réception, télécopie, courriel avec accusé de réception). Toute demande d'annulation ou de report de session non écrite ne pourra pas être prise en compte par les parties.

10.4 Obligation du titulaire

10.4.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

10.4.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

10.4.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès d'un ou plusieurs titulaires (ou de ses/leurs sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui/eux. Le titulaire doit être informé quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre).

Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris et respecté les dispositions en matière de destruction des données (en application de l'article 31 du CCAG-PI).

10.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

10.6 Considérations sociales

Le présent accord-cadre comprend des considérations sociales suivantes :

>Stéréotypes et discriminations :

Le titulaire du marché veillera à proscrire de ses supports pédagogiques et de l'animation des formations tout stéréotype et toute situation professionnelle présentant un caractère discriminant et que les intervenants soient formés sur ce sujet.

> Accessibilité des supports :

En mars 2021, l'Etat français publie une charte pour rendre sa communication accessible à tous. De ce fait, les supports de formation sont accessibles aux personnes en situation de handicap.

Ils répondent à l'ensemble des exigences de la charte d'accessibilité de l'Etat (Charte d'accessibilité de la communication de l'État - Accessibilité | info.gouv.fr) :

- les supports fournis au format PDF sont compatibles avec l'usage d'un logiciel lecteur d'écran ;
- les images, visuels et éléments graphiques compris dans ces supports disposent d'une alternative textuelle ;
- les vidéos sont sous-titrées ;
- le contraste couleur est suffisant ;
- la police utilisée est la Marianne ou Arial pour les mots et Verdana pour les chiffres.

> Accessibilité des formations aux personnes en situations de handicap :

Le handicap est défini comme : « toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant T (article L. 114 du code de l'action sociale et des familles).

□ Accessibilité numérique

L'accessibilité numérique consiste à rendre les services de communication en ligne accessibles aux personnes en situation de handicap, c'est-à-dire :

- Perceptibles : par exemple, faciliter la perception visuelle et auditive du contenu par l'utilisateur ; proposer des équivalents textuels à tout contenu non textuel ; créer un contenu qui puisse être présenté de différentes manières sans perte d'information ni de structure (par exemple avec une mise en page simplifiée) ;
- Utilisables : par exemple, fournir à l'utilisateur des éléments d'orientation pour naviguer, trouver le contenu ; rendre toutes les fonctionnalités accessibles au clavier ; laisser à l'utilisateur suffisamment de temps pour lire et utiliser le contenu ; ne pas concevoir de contenu susceptible de provoquer des crises d'épilepsie ;
- Compréhensibles : par exemple, faire en sorte que les pages fonctionnent de manière prévisible ; aider l'utilisateur à corriger les erreurs de saisie ;
- et robustes : par exemple, optimiser la compatibilité avec les utilisations actuelles et futures, y compris avec les technologies d'assistance.

● Accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR)

Dans le cas des formations organisées dans les locaux du titulaire, ce dernier doit pouvoir, à la demande de la personne publique, recevoir des personnes à mobilité réduite.

Les conditions d'accessibilité sont, dans ce cas, transmises par le titulaire aux stagiaires ainsi qu'aux représentants de la personne publique concernés au moment de la convocation.

D'une manière générale, pour toutes les situations de handicap, au cas par cas, l'administration se mettra en contact avec le titulaire afin de préciser l'équipement nécessaire et/ou possible.

Les formations en distanciel doivent pouvoir répondre aux critères de l'accessibilité numérique cités plus haut.

Pour l'accessibilité des formations aux personnes en situations de handicap, des ressources sont disponibles sur les sites suivants :

- <https://crfh-handicap.fr/accessibilite-des-formations/obligations-des-centres-de-formation/>
- <https://www.crn-handicap.fr/accessibilite-de-la-formation> ->
- <https://www.crn-handicap.fr/dossiers/les-adaptations-pedagogiques>
- <https://www.crn-handicap.fr/dossiers/les-adaptations-des-supports-pedagogiques>
- <https://www.crn-handicap.fr/dossiers/les-amenagements-techniques-et-organisationnels>
- <https://www.agefiph.fr/articles/conseil-pratiques/developper-laccessibilite-de-votre-organisme-de-formation#certification-qualiopi--quest-ce-que-cest>

10.7 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire doit mettre en œuvre ses moyens techniques afin de réduire son empreinte carbone pendant la durée d'exécution du marché.

10.7.1 Conditions d'exécutions

- Pour les livrables par voie dématérialisée :

Le titulaire a la charge d'élaborer d'éditer et de fournir, le cas échéant, les supports de formation aux stagiaires lors de la session de formation

Afin de préserver l'environnement, le titulaire transmettra les supports de formations sous forme numérique compressée au maximum par messagerie électronique aux stagiaires ou par le biais d'un lien d'accès à une plateforme de téléchargement.

Ces supports pédagogiques seront mis à la disposition des stagiaires par le titulaire au format dématérialisé au plus tard le lendemain du dernier jour de la formation.

- Pour les déplacements :

Le cas échéant, pour se déplacer sur les différents sites d'animation, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine (vélo...) ou en transports en commun.

10.7.2 Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

10.8 Traitement de données à caractère personnel

10.8.1 Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et des marchés subséquents et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

10.8.2 Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel

concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre et des marchés subséquents sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre et des marchés subséquents. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre et des marchés subséquents, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

10.9 Clause de réexamen

10.9.1 Évolution des prix en cas d'imprévision

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie de l'accord-cadre en ce sens qu'il impacte la tarification des prestations prévues audit accord-cadre, les parties à l'accord-cadre peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix. Le titulaire est alors tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques de l'accord-cadre, la réalisation des prestations prévues dans leur niveau de qualité ou de prix.

10.10 Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre

10.10.1 Généralités

Toute modification affectant le titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du CNRS.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

10.10.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance du CNRS. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'accord-cadre par le CNRS et la transmission de ce nouveau numéro au titulaire du présent accord-cadre.

10.10.3 Modifications majeures

Le titulaire doit informer le CNRS à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre conclus par le CNRS, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé. Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter l'accord-cadre et/ou les marchés subséquents.

En cas d'acceptation par le CNRS de la cession de l'accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

10.11 Vérification des prestations - Droit de propriété intellectuelle

10.11.1 Vérification et réception des prestations

Conformément à l'article 28 du CCAG-PI, les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications qualitatives et quantitatives destinées à constater qu'elles sont conformes à l'objet du marché.

En complément de l'article 28.1 du CCAG PI, les opérations de vérification qualitative se déroulent de la manière suivante :

La constatation de l'exécution des prestations se fait par le pôle formation de l'IFSeM à l'issue de l'exécution des prestations de formation et au regard de la feuille d'émargement électronique émise par le titulaire établissant les dates des prestations réalisées et transmise au pôle formation dans les 15 jours au plus tard.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le CNRS dispose d'un délai de vérification d'un (1) mois à compter de la fin de chaque session pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision.

À l'issue des opérations de vérification, le CNRS notifie une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Le pôle formation de l'IFSeM s'assure que déroulement de la formation (durée, respect du planning) et son contenu corresponde à l'offre du titulaire. Le pôle formation vérifie que les objectifs mentionnés dans les annexes du CCTP (les différentes formations à dispenser) sont atteints.

L'IFSeM peut sans prévenir le titulaire :

- Soumettre des questionnaires de satisfaction aux stagiaires en présence ou pas du formateur,
- Assister à une session de formation.

10.11.2 Utilisation des résultats par le CNRS – choix de l'option du CCAG-PI

L'article 35 du CCAG-PI est applicable au présent accord-cadre. En application de l'article 35 du CCAG PI, le titulaire accorde au CNRS le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats de façon permanente ou

temporaire, en l'état ou modifiés, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre et pour la France. Dans l'hypothèse de la publication des résultats sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Les dispositions de l'article 35 du CCAG-PI sont complétées comme suit :

- S'agissant de l'objet de l'accord-cadre : la concession d'exploitation est accordée pour l'exploitation des prestations objet de l'accord-cadre. Elle comprendra :

Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire tout ou partie de la prestation pour quelque usage que ce soit par quelque procédé que ce soit notamment numérisation, scannérisation, sur tous les supports, connus notamment papier numérique, informatique, réseau intranet, sur CD-ROM ;

Pour le droit de représentation : le droit de représenter tout ou partie de la prestation par tout procédé de communication : le droit de représenter tout ou partie de la prestation par tout procédé de communication connus ou inconnus au jour de la signature de l'accord-cadre à savoir par voie numérique, par câble et réseau intranet. La présente session du droit de représentation est réalisée pour toute destination en communication interne ;

Pour les droits d'adaptation (au cas où des adaptations ou actualisations pourraient être apportées aux résultats) : le droit d'utiliser modifier arranger, corriger, intégrer en tout ou partie les prestations objet de l'accord-cadre sous la réserve que ce soit pour les seuls besoins de l'accord-cadre et dans le respect du droit moral).

- S'agissant de la durée de concession des droits : les droits d'utilisation sont concédés pour la durée suivante : 5 ans.
- S'agissant du territoire : les droits concédés pour la France et en cas de publication sur Internet pour le monde entier.
- S'agissant des droits du titulaire de l'accord-cadre : le titulaire restant propriétaire des résultats objet du présent accord-cadre, il peut les exploiter et les publier à titre commercial sous réserve de l'accord du CNRS.

Article 11 - Régime financier

11.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-FCS (article 37.2.1 et suivants du CCAG-FCS)
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel (cf. art 10.2.1 Pilotage) ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison ;

- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS.

11.2 Prix-Révision des prix

▪ Variation des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution du marché et **révisables** pour la 2ème, 3ème et 4ème année à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

▪ Révision du prix

Le titulaire pourra proposer, deux mois avant la date anniversaire de la date de notification de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé de réception, une révision de ses tarifs : cette révision ne saurait dépasser 5% du montant initial du marché.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si l'acheteur n'a pas fait d'observation dans un délai d'**un (1) mois** maximum à compter de leur date de réception. Ce délai permet ainsi au CNRS de vérifier les coefficients et les prix révisés suite à la proposition de demande de révision des prix émise par le titulaire.

À défaut de communication des nouveaux prix dans le délai **de deux (2) mois** précité, le CNRS procédera à la révision des prix et communiquera ces derniers au titulaire.

▪ Mois d'établissement des prix

Les prix fixés dans l'accord-cadre sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant **au mois de remise des offres finales**. Ce mois est appelé "**Mois Zéro** " (**M0**).

▪ Modalités de révisions des prix

En cas de reconduction de l'accord-cadre, les prix contractualisés peuvent faire l'objet d'une révision à la hausse ou à la baisse à la date anniversaire de prise d'effet de l'accord-cadre. Les prix révisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date de révision.

La révision est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_o)$$

Dans laquelle :

C = Prix révisé

I_n = Indice (BtoB) au mois M0 – Indice mensuel

I_o = Indice (BtoB) définitif ou révisé au mois de la révision (publié au site de l'INSEE) – Indice mensuel

I_o et I_n sont les valeurs prises par l'indice de référence I respectivement au mois zéro M_0 et au mois en cours.

L'indice CPF correspond à l'indice des « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 82.1 – Services administratifs et services de soutien – (Base 2021 – Identifiant 010766546) » défini par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) disponible à l'adresse Internet suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766546>

Pour la mise en œuvre de la formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondis au centième supérieur.

Les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la deuxième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la deuxième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'indice de remplacement,
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Ce nouvel indice est validé après échange de courriels y consentant entre le CNRS et le titulaire.

Le Titulaire communique au représentant de l'Acheteur ses nouveaux tarifs par tous moyens avec accusé de réception deux (2) mois minimum avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si le représentant de l'Acheteur n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

▪ **Clause de sauvegarde**

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, le CNRS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre concerné, sans indemnité, dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix entraîne une augmentation de plus de 5 (cinq) pour cent par rapport aux tarifs initialement proposés par le titulaire.

11.3 Avances

Sauf renonciation du titulaire, portée à l'acte d'engagement du marché, une avance est accordée au titulaire dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de cette avance est fixé à 10%. Le taux de l'avance passe à 30% si le fournisseur est une PME.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de chaque bon de commande.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations atteint 65% du montant TTC du bon de commande. Celle-ci est récupérable en une fois selon son montant.

11.4 Modalités financières

11.4.1 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Intérêt moratoire :

Le défaut de paiement dans les délais prévus par l'article L2192-13 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Ils sont calculés par application de la formule suivante :

$$IM = (M \times J/365 \times \text{Taux IM}) + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.4.2 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

▪ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (exemple : UMR8198, MOY1649_2, UPS3926, etc.) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).
- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique de la facture ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire du créancier ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable.

La facture électronique est obligatoire.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> ;

- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm .

Le non-respect de ces consignes pourra entraîner soit un rejet de la facture, soit un allongement des délais de traitement.

11.1 Périodicité des paiements

Le règlement est effectué après l'exécution de chaque prestation, dont la fourniture de la feuille d'émargement, sur la présentation de la facture et du bon de commande correspondant.

11.2 Régime des paiements

Pour tous les bons de commande, les paiements sont effectués en euros (€) et respectent un délai global de paiement de trente (30) jours calendaires.

Pour chaque lot,

L'ordonnateur de la dépense est :

**Le Délégué Régional
Délégation Ile-de-France Villejuif
7 rue Guy Môquet
94800 Villejuif**

Le comptable assignataire des paiements est :

**L'Agent Comptable Secondaire
Délégation Ile-de-France Villejuif
7 rue Guy Môquet
94800 Villejuif**

Article 12 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En cas de non-respect des conditions d'exécution fixées dans l'accord-cadre et par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, des pénalités peuvent être appliquées dans les hypothèses énoncées ci-après, sans mise en demeure préalable du titulaire par le CNRS :

Pénalités	Montant & condition
Retard inférieur à 1 heure constaté pour non-respect de l'heure de début de la formation par rapport aux horaires planifiés	5% du montant HT de la session de formation sur constat du CNRS
Retard supérieur à 1 heure constaté pour non-respect de l'heure de début de la formation par rapport aux horaires planifiés	10% du montant HT de la session de formation sur constat du CNRS
Retard dans la transmission des documents prévus par l'accord-cadre (livrables – certifications)	5% du bon de commande HT / jour à compter du 1er jour de retard constaté par le CNRS
Non-exécution de la formation sans justification valable et en dehors du délai de prévenance	35% du montant HT de la session de formation par constat du CNRS
Notification d'annulation de la formation par le titulaire moins de 10 jours avant la date de début de formation	50% du montant HT de la session de formation sur constat du CNRS
Remplacement par le titulaire d'un formateur non approuvé par le CNRS	100% du montant HT de la session de formation par constat du CNRS
Évaluation négative par les participants (après exploitation des questionnaires d'évaluation à chaud, plus de 50% des stagiaires ont donné une mauvaise évaluation basée sur les critères du questionnaire du titulaire) de la prestation dispensée par le formateur du titulaire	Non-paiement de la formation suivant les conditions décrites à l'article 6.2* ci-dessus.
Absence du prestataire aux réunions prévues par l'accord-cadre	100€ par constat du CNRS
Divulgaration de données et informations couvertes par le secret des affaires	100€ par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires

Les pénalités s'appliquent, pour la non-exécution par le titulaire du présent accord cadre de son engagement contractuel, en matière de ponctualité du formateur par rapport aux horaires planifiés.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure sur simple constat du retard par le pôle formation.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG/PI, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Cumul des pénalités

Les différentes pénalités sont cumulables entre elles. Le plafond maximal des pénalités cumulées, par année d'exécution du contrat, ne peut dépasser **20%** du montant maximal de l'accord-cadre du lot concerné. L'atteinte de ce plafond permet au CNRS de résilier le marché aux conditions prévues à l'article 13.6 du présent CCAP.

12.1 Pénalités pour divulgation de données et informations couvertes par le secret des affaires

En cas de violation de l'obligation de non divulgation des données et informations couvertes par le secret des affaires, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 100€ par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Article 13 - Dispositions diverses

13.1 Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

13.2 Langue

Français

13.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

13.4 **Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.5 **Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : ***poleachatsifsem@cnrs.fr***.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG PI (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG PI, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : non-respect du RGPD, non-remplacement de la personne nommément désignée, non-respect de la confidentialité et du secret des affaires.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

13.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG PI.

13.8 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.9 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal administratif de Melun

43 rue du Général-de-Gaulle
77008 Melun Cedex

Tél : 01 60 56 66 30

Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Article 14 - Annexes

Sans objet

Article 15 - Dérogations au CCAG PI

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
9	4.2	Pièces à remettre au titulaire
10.2.3	3.7.2	Observations sur bon de commande
10.11.1	28.2	Vérification et réception des prestations
11.2	40	Clause de sauvegarde
12	14	Pénalités
12	14.3	Pénalités
13.6	42	Résiliation